

Mairie de Vendargues

Département de l'Hérault
Arrondissement de Montpellier

Vendargues, le 13 janvier 2020

République Française

Arrêté N° 55/2020

Objet : Autorisation de voirie

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **Monsieur David FERNANDES, entrepreneur,**

en date du **10/01/2020** et par laquelle il sollicite **l'autorisation de poser un échafaudage au droit du n° 19 bis rue du Général Berthézène**

afin de procéder à **des travaux de rejointage de façade, pour le compte de M. COSTANTIN**

A R R E T E

- Article 1** **Monsieur David FERNANDES, entrepreneur,**
domicilié à **SUSSARGUES – 8 Rue des treilles**
est autorisé à **poser un échafaudage au droit du n° 19 bis rue du Général Berthézène**
afin de procéder à **des travaux de rejointage de façade, pour le compte de M. COSTANTIN**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** La voie publique pourra être occupée **sur une longueur de 6 m et une largeur de 1 mètre, au droit du n° 19 bis rue du Général Berthézène, du 20/01/2020 au 24/01/2020 inclus**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser l'échafaudage, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Publiée en Mairie

Notifiée à l'intéressé

Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,

Guy LAURET.

